

*Crédit à l'intérêt hypothécaire*

**Une voix:** Règlement.

**Une voix:** Retirez l'expression.

**M. Kempling:** Attention à ce que vous dites.

**L'Orateur suppléant (M. McCain):** A l'ordre. J'invite le député à retirer cette observation et à s'en tenir au langage parlementaire.

**M. de Jong:** Monsieur l'Orateur, je m'excuse pour cette expression.

**Des voix:** Bravo!

**M. de Jong:** Je me suis laissé emporter par l'injustice de la chose. N'empêche que l'essentiel, le voici: quand le prix de la maison moyenne augmente de \$10,000 à \$25,000, les \$1,000 que les propriétaires vont finir par pouvoir récupérer sont insignifiants. Mettons les logements à la portée des Canadiens.

**M. Kilgour:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je pense que le député de Regina-Est (M. de Jong) s'est excusé. Cela veut-il dire qu'il retire également l'expression grossière ou s'il faut le lui demander expressément?

**M. de Jong:** Monsieur l'Orateur, s'il faut que je retire cette expression, je vais le faire, et à sa place permettez-moi de mettre «siffler à contre-vent». Est-ce que c'est correct? Mais je tiens à bien préciser que le sens n'a pas changé.

Je pense qu'il y a un autre rappel au Règlement.

**M. Thacker:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le député accepterait-il que je lui pose une question pour m'éclairer?

**M. de Jong:** Volontiers, monsieur l'Orateur, mais je préférerais n'y répondre qu'à la fin de mon exposé, si le député n'a pas d'objection.

**M. Thacker:** D'accord.

**M. de Jong:** Monsieur l'Orateur, ce que je tentais d'expliquer, c'est que le programme qui nous est proposé n'aidera pas vraiment les propriétaires et que les avantages financiers qui découleront de ce programme seront, en fin de compte, neutralisés par une hausse du coût des maisons. Des économistes ont prouvé qu'il se pourrait même que 95 p. 100 des sommes consacrées à ce programme aillent aux promoteurs et aux institutions prêteuses.

Le deuxième point que j'aimerais soulever, c'est que si nous entendons vraiment donner aux Canadiens la possibilité de devenir propriétaires, nous devrions plutôt nous demander sérieusement pourquoi il ne leur est pas déjà possible de le faire et nous attaquer directement aux causes du problème.

● (1550)

Voilà les deux principales choses que je tenais à souligner au sujet de l'accessibilité à la propriété. Pendant la dernière campagne électorale, le Nouveau parti démocratique a reconnu qu'il était difficile pour le Canadien moyen de s'acheter une maison. Hier, les députés d'en face ont prétendu que le NPD s'opposait à ce que les Canadiens possèdent leurs propres maisons et je leur ai répondu que c'était absolument faux. Du reste, j'ai souligné le fait que le gouvernement de la Saskatchewan avait également pris des mesures tendant à aider les Canadiens de cette province à accéder plus facilement à la propriété. Mais, comme je l'ai fait remarquer, le programme a été fondé sur la solvabilité des gens alors que le programme actuel ne reconnaît pas ce principe et, par conséquent, ne

[M. de Jong.]

reconnaît pas non plus un des principes fondamentaux du régime d'imposition progressive.

Pendant la campagne, le NPD a proposé de réduire le taux d'intérêt hypothécaire à 8 p. 100 pour les familles dont le revenu annuel est de \$25,000 ou moins et à 9 p. 100 pour celles dont le revenu annuel est de \$30,000. Nous sommes toujours d'avis que c'est la façon la moins dangereuse de résoudre le problème des taux d'intérêt élevés et de la difficulté d'accéder à la propriété au Canada. Il y aurait lieu d'abaisser le taux d'intérêt surtout pour le bénéfice des familles qui peuvent très difficilement s'acheter une maison. De cette façon, nous pourrions beaucoup mieux stabiliser le marché parce que si le taux d'intérêt est stable, les gens sauront d'une année à l'autre ce qu'ils devront payer et, par conséquent, ils pourront planifier à l'avance. Je sais que la notion de planification est étrangère aux députés d'en face. Ils n'aiment pas planifier. En un sens, ce sont des anarchistes qui préfèrent vivre au jour le jour. Ils répugnent à planifier parce que cette activité a pour eux des relents de socialisme et qu'ils ont un blocage idéologique à ce sujet.

Nous avons aussi proposé d'instituer un crédit d'impôt à la vie chère pour aider les locataires, d'accroître les dépenses de financement des coopératives d'habitation et des logements à but non lucratif, de mettre en œuvre davantage de programmes de remise en état des logements, de contribuer à rénover les vieux immeubles des centres-villes, de multiplier les banques de terrains et de freiner les profits excessifs. Ce qui nous déplaît dans la mesure actuelle, c'est qu'au bout du compte, elle ne fait que soutenir le système actuel qui permet à une poignée de gens de réaliser des gains fortuits qui ne profitent que rarement au pays puisqu'ils préfèrent les investir à l'étranger et, ce faisant, de contribuer à aggraver le déficit de notre balance des paiements.

Il nous faut un véritable programme de logement, un programme qui favorise l'accession à la propriété de nombreux Canadiens, surtout les moyens et petits salariés. Nul ne se préoccupe de fournir un logement à ces gens. Nous aurions eu besoin d'un organisme gouvernemental comme la Société centrale d'hypothèques et de logement pour veiller à ce qu'ils soient convenablement logés. L'ancien gouvernement a déjà aboli maints autres programmes utiles que la SCHL appliquait. Je ne suis pas assez naïf pour croire que le gouvernement actuel inversera cette tendance. En fait, je craindrais plutôt le contraire.

J'espère que les ministériels en face vont chercher à savoir pourquoi le coût du logement au Canada est plus élevé qu'aux États-Unis, qu'ils vont se rendre compte que c'est surtout parce que les terrains coûtent plus cher chez nous, et qu'ils vont trouver une solution à ce problème, car il n'y a pas de raison que les terrains urbains coûtent plus cher au Canada qu'aux États-Unis. J'espère que le gouvernement aura alors assez de courage, en dépit de toutes les idéologies et de toutes les différences, pour dire: «C'est bien dommage, les amis, mais le logement est une nécessité pour les Canadiens. Nous allons retirer le logement et les terrains urbains d'un système où un petit nombre d'entreprises contrôlent les ressources pour en tirer un profit maximum. Nous regrettons, les amis, mais c'est nécessaire au bien-être des Canadiens».